

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 019944/KKP relatif au projet **de 3ème tranche du lotissement "La Vallée d'Émeraude" sur la commune de Matignon (22), déposé par la société TERRES ET PROJETS**, reçu et considéré complet le 23 juin 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°39-b) : « Travaux, constructions et opérations d'aménagement » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- création de 9 logements sur une superficie de 0,43 ha, pour une superficie globale de 5,07 ha pour l'opération d'aménagement ;
- les travaux incluent la viabilisation du terrain (réseaux d'assainissement, gestion des eaux pluviales, voiries), la création de cheminements piétons et de venelles, ainsi que

des aménagements paysagers.

Considérant la localisation de ce projet :

- sur une zone 1AUh1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Dinan Agglomération, dont la dernière modification a été approuvée le 15 juillet 2025 ;
- sur une commune littorale ;
- sur des terrains situés dans une dent creuse en continuité du bourg ;
- à proximité de haies, de talus protégés et de milieux bocagers ;
- à 1,63 km de la zone Natura 2000 « Cap d'Erquy-Cap Fréhel ».

Considérant que :

- le projet densifie le tissu urbain ;
- le projet évite les zones humides et les cours d'eau, conserve les espaces boisés classés et les haies avec préservation du système racinaires des chênes présents ;
- les tranches 3B et 4 initialement prévues, sont reportées en attendant la mise en conformité de la station d'épuration (STEP) de Pont-Robert à Matignon et que les rejets liés au projet n'altéreront pas significativement le fonctionnement de l'actuelle STEP ;
- les travaux se feront en dehors des périodes de nidification ;
- l'infiltration des eaux pluviales sera réalisée à la parcelle à l'aide de puisards, de tranchées drainantes et d'une rétention collective sous voirie ;
- de nouvelles haies bocagères seront créées ;
- des équipements favorisant la biodiversité seront mis en place, notamment des hôtels à insectes, nichoirs, hibernacula, etc ;
- les clôtures seront perméables à la petite faune ;
- le projet favorise les mobilités actives.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de 3^{ème} tranche du lotissement "La Vallée d'Émeraude" sur la commune de Matignon (22)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut

être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Monsieur FISSE Éric
Le mercredi 22 juillet 2026